

L'enjeu sécuritaire au cœur de l'UMA

Les ministres des Affaires étrangères des cinq pays de l'Union du Maghreb arabe se rencontreront lundi à Alger. Cette réunion sera consacrée exclusivement à la question de la sécurité dans la région. Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les ministres des Affaires étrangères de l'UMA discuteront, lundi, de la situation sécuritaire de l'Afrique du Nord. «L'Algérie avait pris l'initiative d'appeler à la tenue de cette réunion, qui est la première du genre au niveau maghrébin, pour traiter des questions de sécurité», avait indiqué, mercredi, le ministre algérien délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines. Selon Abdelkader Messahel, les travaux de cette rencontre des représentants des cinq gouvernements, qui sera précédée d'une réunion «d'experts», porteront sur «l'examen des menaces à la sécurité du Maghreb, leur évaluation et la définition des grands axes de coopération dans ce domaine». L'Union du Maghreb arabe, que les cinq pays ne parviennent toujours pas à édifier, peut-elle être le cadre propice pour organiser une riposte efficace contre la menace terroriste ? Car il faut reconnaître que chaque Etat applique sa propre politique. L'Algérie, seul pays à avoir des frontières communes avec l'ensemble des membres de l'UMA, se présente comme le leader dans la lutte antiterroriste. Etant pleinement engagés depuis plus de vingt ans, les services de sécurité disposent de l'expérience et de moyens militaires adaptés. Sur le plan du renseignement, Alger a réussi à mettre en place des mécanismes de partenariat dans le cadre de l'Union africaine et avec les principaux pays occidentaux. Mais les initiatives au niveau de la sous-région du Sahel, fief des groupes terroristes islamistes, se sont avérées inefficaces. La Mauritanie a subi, elle aussi, plusieurs attaques terroristes ces dernières années. Ce pays semble modifier sa politique de lutte antiterroriste selon ses moyens logistiques, mais surtout d'après ses intérêts. En 2010, Nouakchott s'était allié à Paris pour mener des opérations militaires contre Al-Qaïda au Maghreb islamique sur le territoire malien. Des actions qui allaient à l'encontre de principes définis quelques mois plus tôt par les pays membres du Comité d'état-major opérationnel conjoint (CémoC). Plus au nord, le Maroc se présente lui aussi comme un acteur majeur dans la lutte contre le phénomène terroriste. Rabat est le principal allié de la France et des Etats-Unis d'Amérique dans la région. Mais là aussi, ses actions sont dictées par des enjeux politiques et économiques internes. En conflit contre le gouvernement du Sahara occidental, le gouvernement marocain tente depuis plusieurs années de faire passer le Front Polisario pour une organisation terroriste. D'un autre côté, les champs de cannabis de ce pays servent au financement des groupes terroristes de la sous-région du Sahel, à savoir Aqmi et plus récemment le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao). Du côté de la Tunisie, la chute de l'ancien régime a donné lieu à une montée en puissance de l'islamisme politique d'une part et à l'émergence de l'islamisme armé. La relation entre les deux n'a pas été attestée. Mais les groupes terroristes, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, profitent du statu quo politique imposé par le gouvernement d'Ennahda. La récente décision du ministère des Affaires étrangères de permettre aux ressortissants maghrébins d'entrer en territoire tunisien sur la simple présentation d'une carte d'identité pourrait, si elle est appliquée, avoir des conséquences fâcheuses sur le plan sécuritaire. Son annonce a provoqué une levée de boucliers au niveau interne. L'Algérie, pour sa part, s'est dit «non-concernée » par une telle mesure. Quand à la Libye, une partie de la problématique sécuritaire prend forme dans ce pays. Le Conseil national de transition, qui gouverne depuis la chute du colonel Mouamar Kadhafi, ne parvient toujours pas à maîtriser la situation politique. La Libye reste le principal pourvoyeur d'armes des organisations terroristes qui écument la longue et large bande du Sahel. Lundi, les ministres des Affaires étrangères de l'UMA devront dépasser certaines considérations politiques et stratégiques s'ils souhaitent parvenir à un accord. Il y va de l'avenir du Maghreb.